

Burundi : les prisons sont débordées par le surnombre

Deutsche Welle, 25.07.2019 Les prisons et les maisons de détention manquent de moyens pour subvenir aux besoins des prisonniers en surnombre. La situation préoccupe de plus en plus les intervenants de ce secteur.

Le pays dispose de onze maisons de détention, avec une capacité d'accueil de 4.194 prisonniers. Actuellement, il y a plus de deux fois plus de prisonniers que de places en cellules. Une situation qui pose de nombreuses problèmes de gestion. "Nous avons une population pénitentiaire de 10.745 détenus, 87 nourrissons de moins de trois ans qui sont avec leurs mamans, ce qui nous donne un total de 10.832 personnes en détention. Nous parlons de surpopulation carcérale", explique Aloys Habonimana, responsable à la direction générale des affaires pénitentiaires. A cela s'ajoute l'insuffisance des moyens financiers et du personnel pénitentiaire. En conséquence, certains prisonniers souffrent des maladies dues à la malnutrition. "Nous avons un programme de prise en charge de la malnutrition aiguë pour les détenus qui en souffrent et pour aider à ce qu'il n'y ait pas de problèmes, nous avons développé dans six lieux de détention des jardins pénitentiaires. Et dans la prison de Muranyva nous avons commencé un projet piscicole pour améliorer la qualité de la nourriture distribuée aux détenus", a déclaré Philippe Beauvert, le chef de l'Institut International de la Croix Rouge pour le Burundi qui intervient dans ce secteur. Rencontrés chez eux, deux ans après leur libération, Everyne Habimana et Jean Marie Ndayishimiye sont deux jeunes anciens prisonniers. Ils gardent un triste souvenir de leur séjour derrière les barreaux. "Comme le plaignant ne se présentait pas, je n'ai comparu qu'après un an et demi de détention préventive, et encore, grâce à l'intervention des défenseurs des droits des prisonniers qui ont constaté que les délais avaient expiré." "Les prisonniers politiques sont nombreux et qu'ils soient libérés pour construire le pays ! Si quelqu'un croupit en prison pendant deux ou trois ans sans motif valable, c'est injuste. Nous y avons laissé nos frères, qu'ils soient libérés." Les défenseurs des droits des prisonniers réclament une plus grande rapidité dans le traitement des dossiers des prisonniers afin de désengorger les prisons et ainsi améliorer les conditions carcérales. C'est ce que souhaite Gaudance Habonimana est la secrétaire de la Solidarité des Prisonniers et leurs Familles. "L'association SPF Ntabariza souhaite voir plus de dix mille autres prisonniers sous les verrous recouvrer leur liberté ou bénéficier d'un allègement de leur peine." Mais surtout, les défenseurs des droits des prisonniers vont organiser des campagnes de sensibilisation à l'insertion socio-économique des anciens prisonniers dans tout le pays.